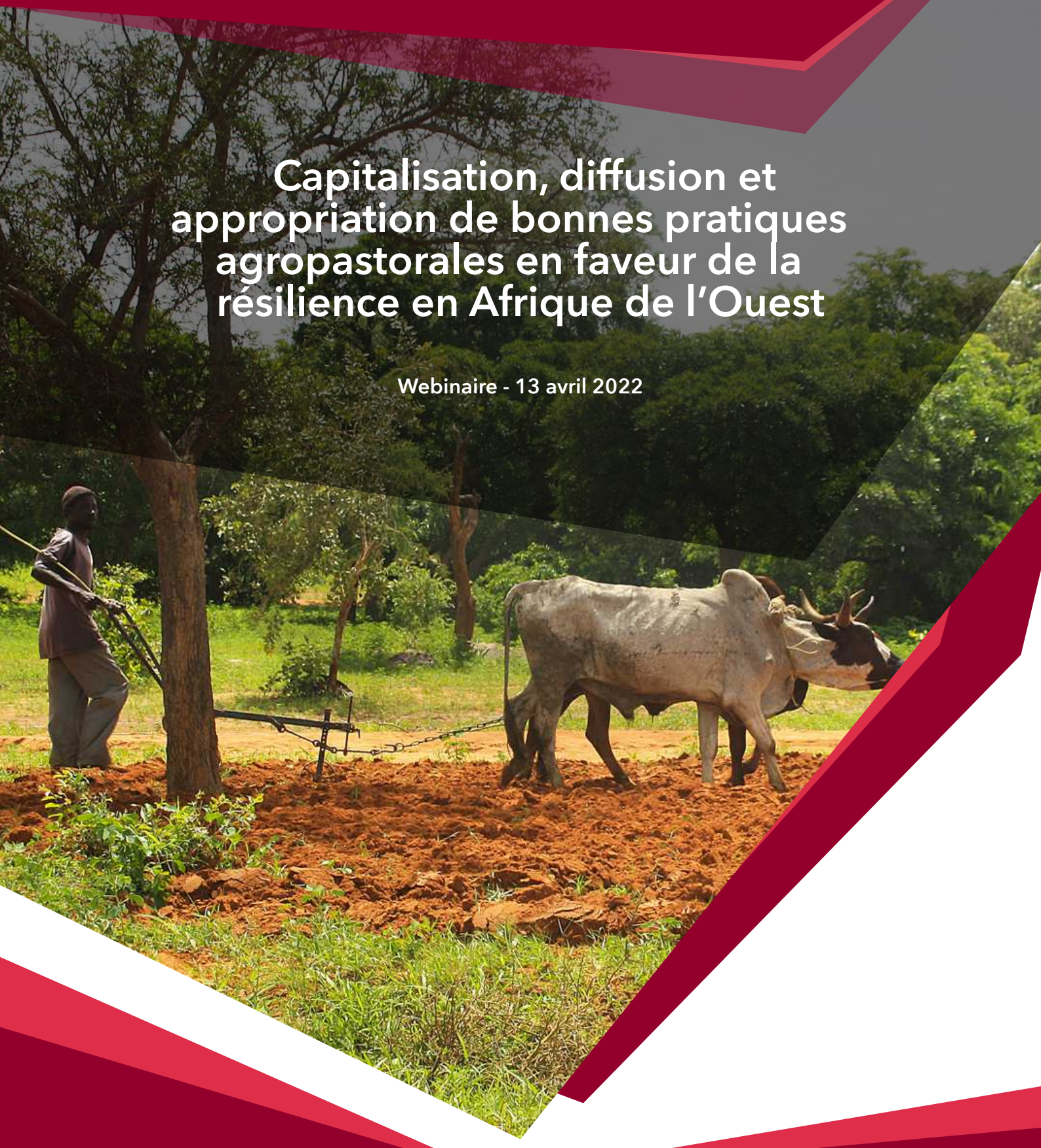
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Capitalisation, diffusion et appropriation de bonnes pratiques agropastorales en faveur de la résilience en Afrique de l'Ouest

Webinaire - 13 avril 2022



Webinaire organisé par la **Plateforme de gestion des connaissances sur les urgences et la résilience (KORE).**

Les opinions exprimées dans le rapport de ce webinaire sont celles des intervenants et participants et ne reflètent pas le point de vue de KORE.

CERFAM
CENTRE D'EXCELLENCE REGIONAL CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Contexte

Ce wébinaire sur «*la capitalisation, la diffusion et l'appropriation de bonnes pratiques agropastorales en faveur de la résilience en Afrique de l'Ouest*», a été présenté dans le cadre d'une série de wébinaires organisée par la Plateforme de gestion des connaissances sur les urgences et la résilience (KORE), au sein du Bureau des urgences et de la résilience de la FAO.

Introduction

Le wébinaire qui s'est tenu le mercredi 13 avril 2022, fait partie d'une série de rencontres organisée dans le cadre du projet « *Sécurité alimentaire et résilience aux changements climatiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest - Processus d'échange, d'apprentissage et de capitalisation sur les bonnes pratiques pastorales et agropastorales au Sahel*» financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères de la France, mais aussi dans le cadre de l'appui de l'Union européenne à la FAO à travers le Programme de partenariat «*Réseau Mondial contre les Crises Alimentaires*» (ou «*Global Network against Food Crises Partnership Programme*»).

Il portait sur le thème de la capitalisation, la diffusion et l'appropriation des bonnes pratiques en faveur de la résilience en Afrique de l'Ouest.

En couplant les activités de renforcement de la résilience avec des actions d'échange, d'apprentissage et de capitalisation appropriées, bien programmées et en ligne avec l'approche de suivi-évaluation et apprentissage (tout au long du cycle de projet), il est possible de réduire davantage l'impact des catastrophes et de sauvegarder les moyens de subsistance.

Mais pour ce faire, il ne suffit pas de s'arrêter aux livrables, à la production de documents capitalisant sur les connaissances, les pratiques et les enseignements. Il importe que ces derniers soient partagés, valorisés, utilisés, et qu'ilscontribuent à la reproduction, à grande échelle, des solutions pour renforcer la résilience des individus, des communautés, des systèmes, et la sécurité alimentaire des populations.

Dans ce cadre, la plateforme KORE, en collaboration avec le Bureau régional de la FAO pour la résilience, les urgences et la réhabilitation en Afrique de l'Ouest/Sahel (REOWA) et du Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM), ont souhaité échanger avec d'autres acteurs sur le rôle de la capitalisation pour renforcer la résilience des moyens d'existence agropastoraux en Afrique de l'Ouest, portant à la fois sur la documentation des bonnes pratiques, leur diffusion, leur intégration dans de nouveaux programmes, ainsi que leur appropriation par divers acteurs. Par conséquent, ce wébinaire se proposait de mettre en lumière les stratégies de gestion des connaissances comme outils efficaces qui contribuent à apporter des réponses aux défis de la résilience au Sahel.

Dans ce contexte, le séminaire en ligne visait spécifiquement à:

- Présenter succinctement les **démarches de capitalisation des bonnes pratiques** et la nécessité de mettre en œuvre des **stratégies d'appropriation et de diffusion**.

- Réfléchir en groupes sur **les défis et les opportunités d'appropriation des bonnes pratiques** dans le travail d'acteurs opérant pour la sécurité alimentaire et la résilience.

- Faire **intervenir des experts pour témoigner sur le rôle de la capitalisation et leurs stratégies de diffusion et d'appropriation** pour améliorer leurs impacts sur le terrain.

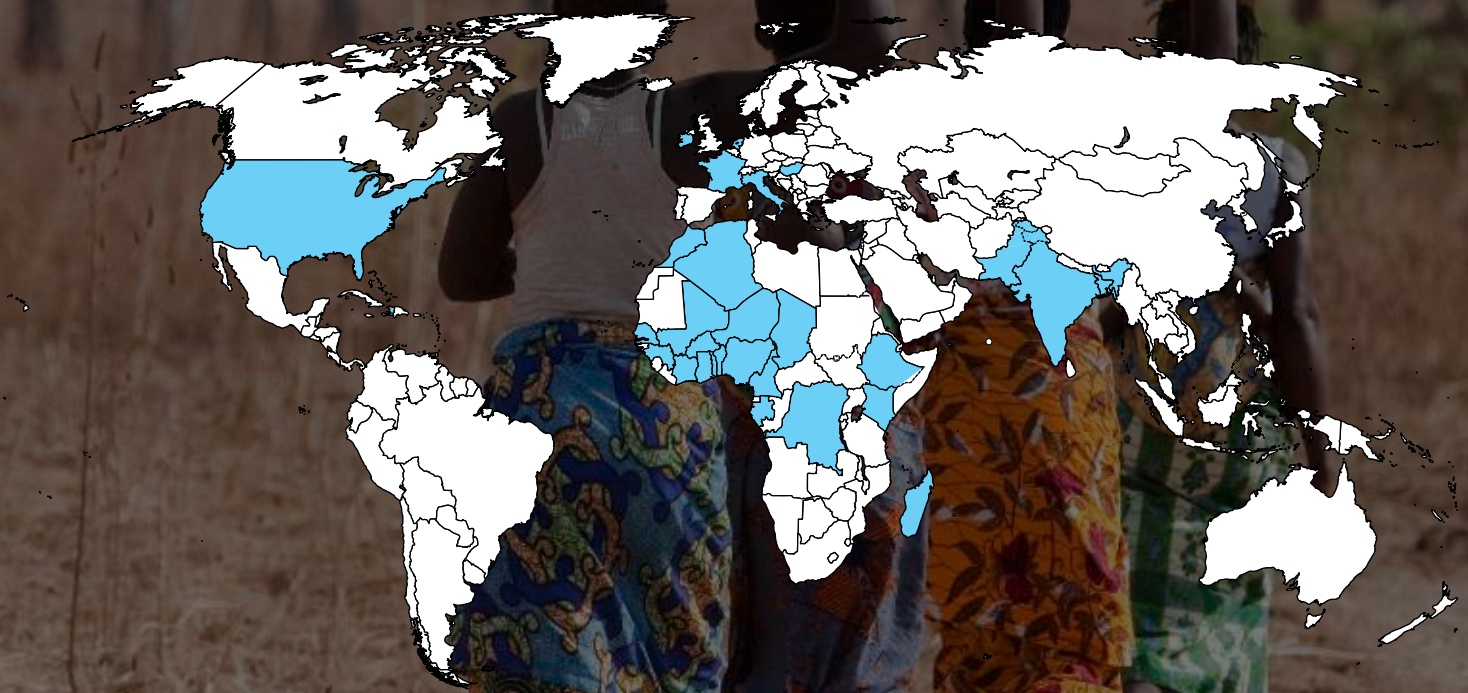
L'enregistrement vidéo du wébinaire est à votre disposition sur ce lien.

QUELQUES CHIFFRES

253
Personnes enregistrées

40
Pays représentés

121
Organisations / institutions



112
Participants

La capitalisation des bonnes pratiques

Le rôle de la capitalisation des bonnes pratiques en matière de résilience:

- **Identifier des solutions durables** qui contribuent à améliorer la résilience des populations rurales et à résoudre les crises alimentaires.
- **Capturer des expériences positives et transmettre le savoir.**
- Participer à une **amélioration continue des pratiques** et faire état des innovations/adaptations au cours du temps.
- Identifier des **pratiques prometteuses** et des **bonnes pratiques**.
- Constituer un **répertoire de connaissances** pour l'intégration de bonnes pratiques au sein de **futurs projets/programmes et politiques**.

Principales différences entre une bonne pratique et une pratique prometteuse:

Pratique prometteuse	Bonne pratique
Elle possède un **potentiel de reproductibilité**, d'appropriation et de faisabilité. Elle dispose de **preuves suffisantes** qui montrent son bénéfice dans une **situation/un contexte donné(e)**. Il **manque certaines informations** pour corroborer son impact dans la durée.	Elle est r**eproduite et adaptée** dans des contextes et des milieux variés. Elle dispose de **suffisammentd'éléments et de données probantes** qui valident son appropriation et sa **reproduction par un grand nombre de bénéficiaires et d'acteurs ainsi que son intégration dans des politiques**.

Comment identifier une bonne pratique:

- Analyser son **contexte de reproduction** et son **historique**.
- Analyser sa **durabilité**.
- Apprécier les **impacts de la pratique sur les populations**.
- Mesurer ses **facteurs** et son **taux d'adoption**.
- Évaluer les **mécanismes d'intégration dans une programmation**.
- Mesurer les **coûts** et les **bénéfices** générés pour les bénéficiaires qui auront à la mettre en œuvre.

LES 5 GRANDES ÉTAPES DE LA STRATÉGIE DE CAPITALISATION

1 **IDENTIFICATION**

L'**identification** consiste dans une zone d'intervention à identifier des pratiques qui semblent intéressantes à capitaliser. Celles-ci participent à améliorer les conditions de vie des populations de la zone en question, à lutter contre les crises alimentaires, à apporter plus de résilience ainsi qu'à lutter contre le dérèglement climatique.

2 **GÉNÉRATION**

La **génération** consiste à collecter les informations et produire les preuves requises -ou récolter les preuves existantes- pour étayer la bonne pratique. Par exemple, en menant des entretiens auprès de différents acteurs présents dans cette zone que ce soient des acteurs institutionnels, de mise en œuvre terrain ainsi que les structures et individus dans les communautés qui mettent en œuvre ces pratiques, ou en effectuant une revue bibliographique sur la pratique identifiée et les données existantes, notamment issues du suivi-évaluation, afin de confirmer son potentiel.

3 **DOCUMENTATION**

La **documentation** consiste à analyser et synthétiser les résultats du travail de génération des connaissances afin de générer un produit de capitalisation.

4 **DIFFUSION**

La **diffusion** joue un rôle important dans le travail de capitalisation. Cette étape est bien souvent négligée. La diffusion consiste à transmettre les connaissances pour que celles-ci puissent être utilisées par le plus grand nombre. Par conséquent, cela demande d'adapter le contenu aux publics visés, mais aussi d'avoir en amont une importante réflexion sur les besoins des différents publics en termes de contenu, de forme, des canaux de transmission e des produits générés.

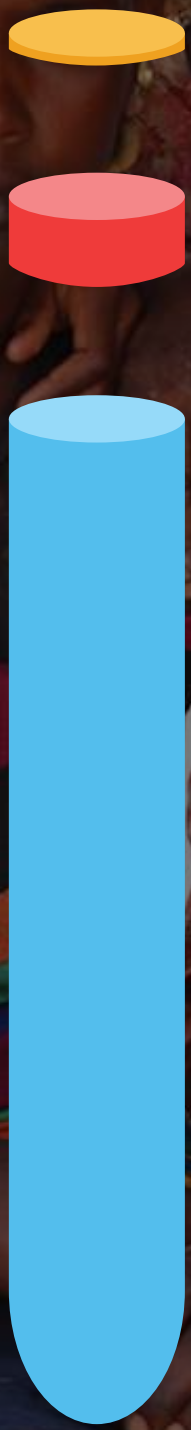
5 **APPROPRIATION**

L'**appropriation** est l'étape finale. C'est une étape essentielle qui permet de valider la bonne pratique comme une pratique reproductible avec notamment toutes les questions liées à son adoption et sa mise à l'échelle. Est-ce une «*adoption contrainte*» ou une «*appropriation authentique*» ? Cela nécessite donc d'avoir au préalable réfléchi à des moyens de suivi et d'évaluation lors de la mise en œuvre de la pratique afin d'identifier les moteurs et les freins à son appropriation, mais aussi afin de suivre les adaptations, ajustements, et innovations survenus au cours de son application par les publics cibles.

Ces cinq grandes étapes se basent sur le cadre de gestion des connaissances autour duquel KORE définit et articule l'ensemble de ses activités, produits et services. Les explications fournies ici sont adaptées pour refléter le sujet et la portée du wébinaire qui fait l'objet de ce rapport.

LES RÉSULTATS DU SONDAGE

Qu'est ce qui distingue selon vous ***une bonne pratique de résilience d'une autre pratique****?*



2% Le nombre de produits capitalisés sur celle-ci

7% Le nombre d'usagers de la pratique

92% Son impact face à des crises et/ou des chocs

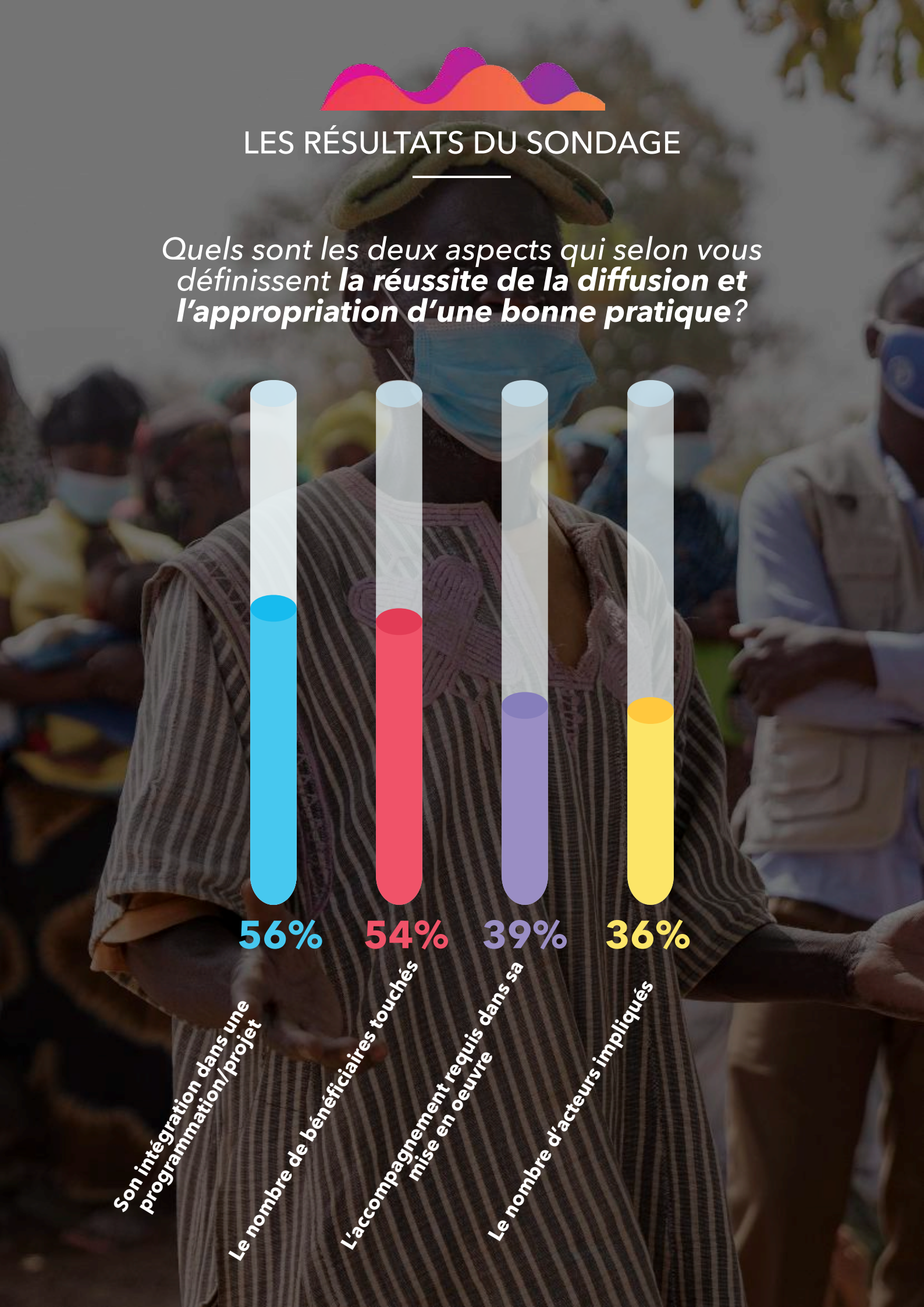
La diffusion et l'appropriation des bonnes pratiques

La diffusion et l'appropriation des bonnes pratiques ont été les deux thématiques au cœur du débat de ce wébinaire. La mise en œuvre des stratégies d'appropriation et de diffusion des bonnes pratiques vise les objectifs suivants:

- **Transformer le savoir** en action.
- **Renforcer des capacités** pour améliorer les résultats.
- **Répondre rapidement et efficacement** aux différents types de crises ou aux changements pouvant survenir.
- **Générer des transformations** par l'adoption, l'adaptation et la réplication à grande échelle de ces bonnes pratiques.

LES RÉSULTATS DU SONDAGE

Quels sont les deux aspects qui selon vous définissent ***la réussite de la diffusion et l'appropriation d'une bonne pratique****?*



Diffusion et appropriation des bonnes pratiques à différents niveaux d'acteurs

La suite du wébinaire a fait interagir les participants sur les questions de diffusion et d'appropriation des bonnes pratiques. L'objectif était de réfléchir ensemble, sur les différents niveaux d'acteurs impliqués dans le travail de mise en œuvre d'actions visant à renforcer la résilience face aux chocs et crises alimentaires pouvant survenir en Afrique de l'Ouest.

Ainsi, à travers une activité de « jeux de rôles », quatre personnages ont été étudiés:

- Un **porteur de projet**, qui agit au niveau de la conception de projets/programmes.
- Un **partenaire institutionnel,** qui agit au niveau de l'accompagnement politique et sur le renforcement des synergies d'actions dans un pays/régions.
- Un **partenaire technique**, qui agit au niveau de l'accompagnement technique et l'animation d'un réseau d'acteurs.
- Un **partenaire de mise œuvre en terrain**, qui agit au niveau de la mise en œuvre terrain au contact des communautés rurales.

Par conséquent, il fallait définir au niveau de chacun de ces personnages:

UN PORTEUR DE PROJET

Agit au niveau de la conception de projets/programmes

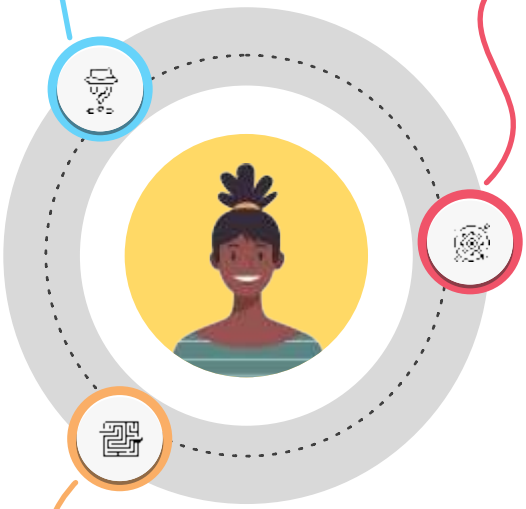
Vous concevez un projet qui vise à renforcer la résilience en Afrique de l'Ouest, comment vous y prenez-vous pour ***choisir et inclure des bonnes pratiques****?*

RÉSULTATS DES DISCUSSIONS

GROUPE #1 - UN PORTEUR DE PROJET

#1 Le rôle/ les besoins

- Consulte et contacte les acteurs de la zone d'intervention.
- Est le garant de la systématisation des bonnes pratiques.
- Coordonne à travers une approche multisectorielle. Il doit faire le pont avec tous les acteurs.
- Facilite une approche holistique à la mise en oeuvre de bonnes pratiques.
- Met en place des actions de plaidoyer auprès des donateurs et des partenaires.



#2 Les actions

- Effectuer une analyse du contexte, des bénéficiaires cibles et des partenaires présents afin d'identifier les bonnes pratiques à mettre en œuvre et que celles-ci répondent bien aux problématiques des bénéficiaires de la zone d'intervention.
- Initier le dialogue communautaire et valider les bonnes pratiques avec les autorités locales.
- Identifier les acteurs de mise en œuvre de la bonne pratique et les former. Mise en place d'outils de vulgarisation en partenariat avec les acteurs cibles.
- Mettre en place une équipe de capitalisation de manière systématique pour organiser et planifier tout le processus de bonnes pratiques et veiller à la prise en compte de toutes les étapes.
- Évaluer la viabilité financière de la mise en œuvre de bonnes pratiques.

#3 Les défis

- Évaluation des ressources humaines grâce au diagnostic de l'ensemble des parties prenantes du projet et des actions à mener.
- Identification des défis sécuritaires afin de mettre en place des leviers pour faciliter la mise en œuvre d'actions.
- Multisectorialité et coordination multisectorielle: travailler avec plusieurs services pour l'appropriation des bonnes pratiques avec un engagement inclusif en collaboration avec les acteurs partenaires. «Il faut travailler ensemble !»
- Approche holistique : quels sont les paramètres qui vont intervenir pour la mise en œuvre de la bonne pratique (facteurs directs et indirects) ?
- Définition de la durée de mise en œuvre des bonnes pratiques et des projets. Faire attention que les bonnes pratiques soient adaptées au contexte de mise en œuvre.
- Évaluation de la durabilité de la bonne pratique et de son impact (suivi et évaluation d'indicateurs pertinents).

UN PARTENAIRE INSTITUTIONNEL

Agit au niveau de l'accompagnement politique et sur le renforcement des synergies d'actions dans un pays/région

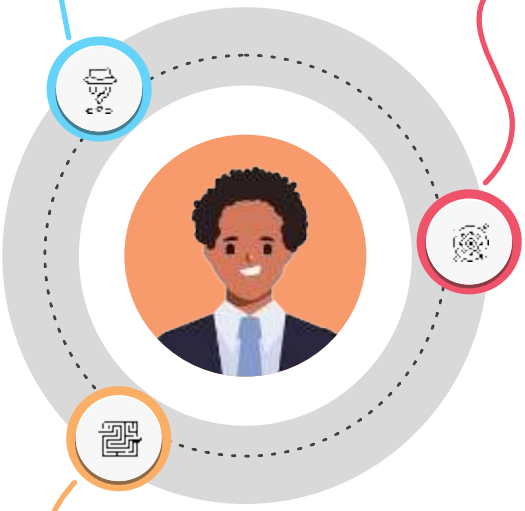
*Vous êtes impliqués dans des **politiques favorables à la résilience climatique** en Afrique de l'Ouest, dans quelle mesure les **bonnes pratiques** vous viennent en **appui**?*

RÉSULTATS DES DISCUSSIONS

GROUPE #2 - UN PARTENAIRE INSTITUTIONNEL

#1 Le rôle/ les besoins

- Possède une bonne connaissance du contexte des bénéficiaires.
- Doit soutenir les approches innovantes ainsi que soutenir leurs passages à l'échelle.
- A un rôle important dans l'acquisition des documents, la priorisation des bonnes pratiques et la définition des ressources nécessaires.
- Mobilise des ressources humaines.
- Identifie et réplique les bonnes pratiques.



#2 Les actions

- Diffuser les publications.
- Mobiliser les ressources humaines et mettre en relation les acteurs entre eux.
- Répliquer les modèles.
- Définir un plan de diffusion des bonnes pratiques à différentes échelles d'intervention.
- Mettre en place des stratégies de suivi et d'évaluation (indicateurs de rétroaction).
- Impliquer les parties prenantes.
- Constituer un consortium d'acteurs de terrains pour la diffusion des bonnes pratiques.
- Anticiper les questions de marché ou d'accès au marché dans les cas où les bonnes pratiques augmentent la production.

#3 Les défis

- Adaptation du format des supports de capitalisation au public visé.
- Prévision d'un dispositif pour mettre à jour les bonnes pratiques (identifier quand une bonne pratique devient obsolète).
- Médiation face aux résistances (être en capacité de convaincre toutes les parties prenantes).
- Identification du contexte d'une pratique et de sa portée, afin de la contextualiser à une zone spécifique.

UN PARTENAIRE TECHNIQUE

Agit au niveau de l'accompagnement technique et l'animation d'un réseau d'acteurs

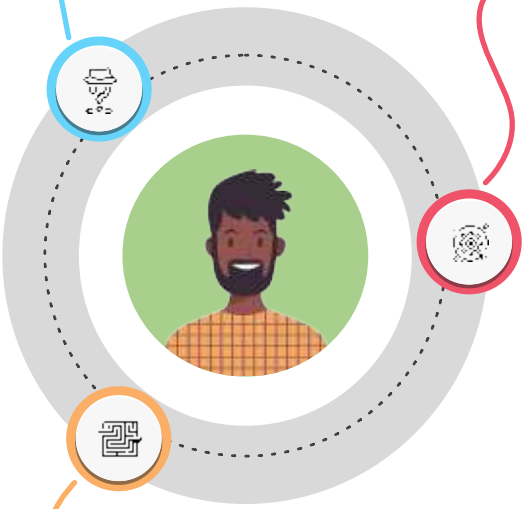
*Vous prenez part à des **discussions multi-acteurs**, comment vous y prenez-vous pour valoriser et assurer une **prise en compte des bonnes pratiques déjà identifiées**?*

RÉSULTATS DES DISCUSSIONS

GROUPE #3 - UN PARTENAIRE TECHNIQUE

#1 Le rôle/ les besoins

- A un rôle d'appui à l'identification des objets de la capitalisation (comprendre ce qu'est une bonne pratique et pouvoir les identifier).
- Définit le mécanisme de collecte et le rôle de chaque partie prenante.
- Est formé à la connaissance des critères d'identification de bonnes pratiques.



#2 Les actions

- Mener des actions de formation et de sensibilisation.
- Se charger de la création et la mise en ligne d'un système de diffusion des bonnes pratiques.
- Prévoir un accès facile (si pas d'accès internet) et en langue locale des supports.
- Systématiser la collecte d'information auprès des diverses parties prenantes.
- Organiser des échanges (entre partenaires, entre communautés) sur les méthodes de mise en oeuvre des bonnes pratiques.
- Accompagner la valorisation des produits de la capitalisation (production de supports adaptés aux cibles, diffusions des supports).

#3 Les défis

- Nécessité d'avoir des supports adaptés (format, langue, accessibilité de l'information).
- Acquisition des données pertinentes et nécessaires à la production d'informations sur les bonnes pratiques.
- Éléments probants sur l'amélioration de la résilience des groupes cibles par la mise en œuvre de la bonne pratique.
- Mobilisation et information des communautés pour la mise en pratique des connaissances.
- Appropriation des bonnes pratiques.
- Prise de conscience des groupes cibles et adoption des mécanismes appropriés pour la mise en oeuvre.

UN PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE TERRAIN

Agit au niveau de la mise en œuvre terrain au contact des communautés rurales

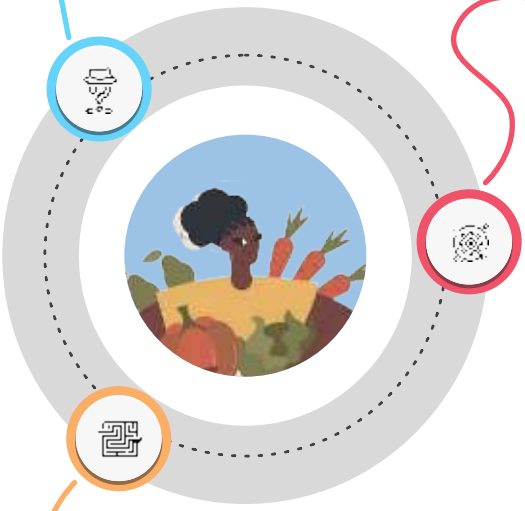
*Vous soutenez des **communautés rurales** pour renforcer la résilience de leurs moyens d'existence, comment vous y prenez-vous pour **diffuser ces bonnes pratiques et en assurer leur appropriation**?*

RÉSULTATS DES DISCUSSIONS

GROUPE #4 - UN PARTENAIRE DE MISE EN OEUVRE TERRAIN

#1 Le rôle/ les besoins

- Joue le rôle de mobilisateur pour fédérer l'ensemble des communautés autour des activités de bonnes pratiques à capitaliser.
- A un rôle d'animateur : outil de communication important. Une documentation complète et pratique à diffuser. Capacité de compréhension de la réalité sur laquelle la bonne pratique doit se baser.
- A un besoin de bien connaître le contexte de son intervention, la communauté à laquelle il s'adresse (normes sociales, pratiques socioculturelles, leaders communautaires, mécanismes d'échange existants).
- S'assure que la documentation soit disponible dans la langue locale et complète.
- A le besoin de développer des outils méthodologiques pour déterminer avec la population leurs besoins réels.
- A un besoin de créer des partenariats avec d'autres acteurs pour consolider des actions communes.



#2 Les actions

- Partager et diffuser l'information à travers son réseau : acteurs clés, personnalités importantes, représentants des communautés.
- Identifier les besoins de la communauté ainsi que les activités qui permettent prendre en compte ces besoins.
- Organiser le déroulement des activités, notamment de suivi et d'évaluation, afin de pouvoir mener des actions correctives.
- Identifier des cibles pertinentes afin de diffuser l'information (existence de la bonne pratique). Pour cela il s'appuie sur différents supports : médias de proximité (radio, nouvelles technologies «vocaux/smartphone»).
- • Adapter ses outils de diffusion à son public (alphabétisation): outils didactiques appropriés, utilisation de leaders communautaires (acceptés), utilisation de témoignages pour montrer le fonctionnement de la pratique.
- Mener des actions collaboratives pour la mise en réseau d'acteurs.

#3 Les défis

- Comment avoir accès aux informations, aux données capitalisées et aux nouvelles technologies?
- Harmonisation de la rationalité de la bonne pratique et des attentes des membres de la communauté.
- Capacité de convaincre l'utilité des bonnes pratiques proposées pour améliorer son appropriation.
- Adaptation de la pratique au contexte social et culturel de la zone d'intervention.
- Capacité à avoir des approches participatives.
- Information de la population sur son rôle en tant qu'actrice de la mise en œuvre de bonne pratique dans le but d'améliorer leur résilience et leur niveau de vie. (Besoin que la population comprenne l'intérêt de l'action. Besoin d'une préparation en amont).
- Évaluation de la durabilité et de la reproductibilité de la bonne pratique.

Analyse et bilan des échanges

À la suite de ces échanges, sur le rôle, les besoins, les actions et les défis de chacun des quatre personnages de cet atelier, il ressort des éléments intéressants quant aux directions à prendre pour permettre une diffusion et une appropriation réussie des bonnes pratiques.

Les trois composantes qui ressortent à chacun des quatre niveaux sont les suivantes:

- **La nécessité de travailler en réseau et en synergie**, et de créer un lien que cela soit avec les acteurs à son niveau, mais aussi d'être en lien avec les différents acteurs de la chaîne de projet (porteur de projet, partenaires institutionnel et technique) dans l'objectif d'une amélioration des actions.

- **Le besoin d'avoir un travail d'analyse et d'expertise quant au milieu d'intégration de nouvelles bonnes pratiques** (contexte, réseaux d'acteurs, milieu socioculturel, besoins et attentes des acteurs/bénéficiaires).

- **La mise en œuvre d'une stratégie de diffusion** avec l'adaptation des produits aux acteurs/bénéficiaires pour faciliter leur appropriation et l'opérationnalisation des bonnes pratiques.

«Il existe des grands défis dans la diffusion d'une bonne pratique pour l'intégration dans des politiques favorables à la résilience. Ainsi, le format de diffusion d'une bonne pratique doit être adapté selon le public visé. Par conséquent, le format ne sera pas le même entre une organisation qui agit sur le terrain ou un décideur qui s'approprie une bonne pratique pour l'intégration dans une stratégie de diffusion au sein d'un programme.

Une pratique n'est jamais gravée dans le marbre. Elle a des besoins de mises à jour, car elle évolue au cours du temps et des défis auxquels elle doit faire face. Cela nécessite d'avoir un réseau et un dispositif qui permet de toucher celles et ceux qui utilisent la pratique, dans l'intention de la faire évoluer. De plus, la diffusion d'une pratique nécessite de connaître le contexte au sein duquel elle est apparue, le nouveau contexte où l'on souhaite la diffuser et surtout l'adapter au milieu dans laquelle elle va être utilisée.»

Gilles Mersadier - Participant / Consultant Senior en Gestion des connaissances pour le développement

TÉMOIGNAGES PANEL D'EXPERTS

Boubacar Soumaré

Réseau Billital Maroobé

Eric Bernard

Inter-Réseaux Développement Rural

Christiani Buani

Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition

Réseau Billital Maroobé

Lien vers le site internet de Réseau Billital Maroobé : https://www.maroobe.com/

Monsieur Boubacar Soumaré est chargé de communication et de plaidoyer à la coordination régionale du Réseau Billital Maroobé (RBM). Il a été journaliste puis rédacteur en chef du quotidien national nigérien Le Sahel, chargé d'enseignement puis Directeur des études du Centre de formation aux techniques de l'information de Niamey, Chargé d'information à la Délégation de l'Union européenne au Niger et à OXFAM Niger.

Le RBM, en tant que réseau d'organisations pastorales accompagnant des centaines de milliers de membres à renforcer leurs moyens d'existence, a mené des actions de plaidoyer en faveur de la sécurisation du foncier pastoral. Par ailleurs, le RBM fait le lien en accompagnant ses organisations membres dans les pays dans l'adoption et la mise en œuvre de ces textes.

«Quelles sont les expériences du RBM sur la mise en place des « bonnes pratiques » et quelle est la place des bonnes pratiques liées au foncier pastoral dans ces différentes actions?»

Le RBM est avant tout un **réseau d'organisations d'éleveurs** qui milite dans la prise en compte des besoins et des problématiques auxquelles font face les pasteurs et agro-pasteurs. Leur cœur de métier est **de trouver des solutions pour la résilience des ménages pastoraux et agropastoraux dans un contexte multi-crises** (changement climatique, crise sanitaire, crise sécuritaire dans la région du Sahel). Ainsi il s'agit de prôner **la défense de la mobilité pastorale** et plus spécifiquement de traiter les questions liées au **foncier pastoral**.

Ainsi, le RBM joue **un rôle dans le plaidoyer** au niveau des États et des organisations sous régionales. Il dialogue entre diverses parties prenantes pour l**a reconnaissance des**

parcours de transhumance afin d'éviter les conflits. Par ailleurs, il met en place un suivi pour permettre de sauvegarder la durabilité des acquis et d'assurer que les engagements pris par les différentes parties prenantes soient respectés. Pour cela, il participe aux réflexions autour de la mise en œuvre de lois pastorales. Ces actions de plaidoyer le mènent aussi à participer à la formulation de programmes régionaux sur toutes les questions de résilience face aux crises (humanitaires, climatiques, environnementales et sanitaires).

Le RBM mène ainsi des actions pour plus de cohésion sociale à travers des processus de ciblage des bénéficiaires et de capitalisation avec un objectif de mettre en place des outils de veille, cela afin d'anticiper et prévenir les risques. Il mène aussi un travail de réflexion sur la mise en œuvre d'outils de diffusion de l'information adapté aux besoins et aux réalités de ses membres afin qu'ils puissent accéder à l'information.

Inter-Réseaux

Lien vers le site internet d'inter-réseau : https://www.inter-reseaux.org/

« On est bien plus souvent à la recherche de messages qu'à des produits d'informations complets. »

Eric Bernard est le Représentant d'Inter-Réseaux Développement Rural pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il est aujourd'hui basé à Ouagadougou et a 25 ans d'expérience en communication pour le développement, en France, au Sénégal, en Haïti, et actuellement au Burkina Faso.

Inter-Réseaux, est un réseau d'acteurs et d'expertises qui vise à faciliter l'émergence, la mise en place et la diffusion d'actions innovantes en Afrique de l'Ouest.

«Comment savoir quelle est la meilleure façon pour faire réellement passer un message à un public cible, et renforcer la réception et l'appropriation de ce message?»

L'appropriation d'un message par un public cible est une étape spécifique et importante qui est un des vrais défis de la capitalisation. Cela passe par la réalisation de ce que l'on peut appeler le «**diagnostic informationnel**».

Bien souvent, on rencontre des freins à la lecture du contenu par manque de temps, mais aussi du fait d'importantes quantités d'informations diffusées. Ainsi, au vu du flot d'informations quotidien il devient souvent compliqué de parcourir toutes les informations qui nous sont diffusées en permanence.

On est bien plus souvent à la recherche de messages qu'à des produits d'informations complets. Cela a pour objectif d'avoir les informations clés qui nous permettront d'approfondir le sujet si nécessaire.

Il faut aussi **penser au format** qui est capable d'être absorbé: son support, sa langue, son contenu…

Pour qu'un message soit réellement approprié, il faut donc:

- **connaître les habitudes d'accès à l'information du public cible**, en formulant une hypothèse très précise et spécifique au public visé, par exemple: «*les jeunes préfèrent les vidéos*» -> «*les jeunes qui ont un accès à internet préfèrent les vidéos*» -> «*les jeunes pasteurs du Mali ayant accès à internet, ont un accès privilégié à l'information via le format vidéo*». Il reste ensuite à définir le type de vidéo et son format.

- **identifier les formats selon les partenaires** mais aussi les entités que l'on souhaite viser au sein de l'organisation partenaire cible.

Voici un exemple d'une expérience en cours menée par Inter-Réseaux qui vise à travers une **démarche de diagnostic informationnel** à mesurer l'appropriation du travail de capitalisation menée pour une organisation paysanne partenaire. Pour cela, un certain nombre d'hypothèses sont formulées pour mesurer si le format et le contenu correspondent au public visé:

- Comment le produit de capitalisation a été partagé en interne?
- Est-ce que le contenu partagé correspond aux besoins et aux valeurs du partenaire/ commanditaire auxquels on diffuse l'information?
- Est-ce que la capitalisation a servi à quelque chose?
- Est ce qu'il y a eu des prises de décision issues de cette capitalisation?
- Qu'est-ce qui a servi dans cette capitalisation pour la prise de décision?
- Quel est le format adapté qui permet la meilleure appropriation?

CERFAM

Lien vers la plateforme d'échange des connaissances du CERFAM : https://kept.coe.civ.wfp.org/

Dr. Christiani Buani occupe actuellement le poste de Cheffe de l'Unité des Opérations et Management au sein du CERFAM qu'elle a rejoint en 2019. Elle a travaillé pour le Programme alimentaire mondial en tant que responsable des politiques de programme pendant plus de 9 ans dans des initiatives zéro faim, alimentation scolaire, sécurité alimentaire et nutritionnelle, coopération sud-sud et renforcement des capacités. Avant de prendre ses fonctions au CERFAM d'Abidjan, elle a également appuyé la mise en place du Centre d'excellence contre la faim du PAM au Brésil.

«Comment le CERFAM contribue-t-il à la capitalisation et l'appropriation de bonnes pratiques par les parties prenantes en Afrique ? Quelles sont ses approches, et quels sont ses outils?»

L'engagement du CERFAM est d'identifier, documenter et diffuser des bonnes pratiques en Afrique. Créé en 2019, en partenariat avec le gouvernement de Côte d'Ivoire, le CERFAM contribue à la mise en œuvre sur le terrain de bonnes pratiques à travers :

Le **soutien et la promotion des bonnes pratiques** via une plateforme d'échange de connaissances qui identifie, documente et diffuse les bonnes pratiques et les leçons apprises pour lutter contre la faim et la malnutrition.

La **contribution au renforcement des capacités des pays** à travers la mobilisation d'une expertise technique pour la mise en œuvre de pratiques, mais aussi la création d'interrelations entre différents acteurs et parties prenantes pour appuyer ces actions.

Pour cela le CERFAM a créé une **méthodologie spécifique pour l'acquisition de bonnes pratiques** à travers la création d'une plateforme qui fonctionne sur **4 piliers spécifiques**:

- **Documenter** une bonne pratique à travers un questionnaire.
- **Évaluer** la pratique grâce à un panel d'expert.
- **Publier** la bonne pratique sur la plateforme.

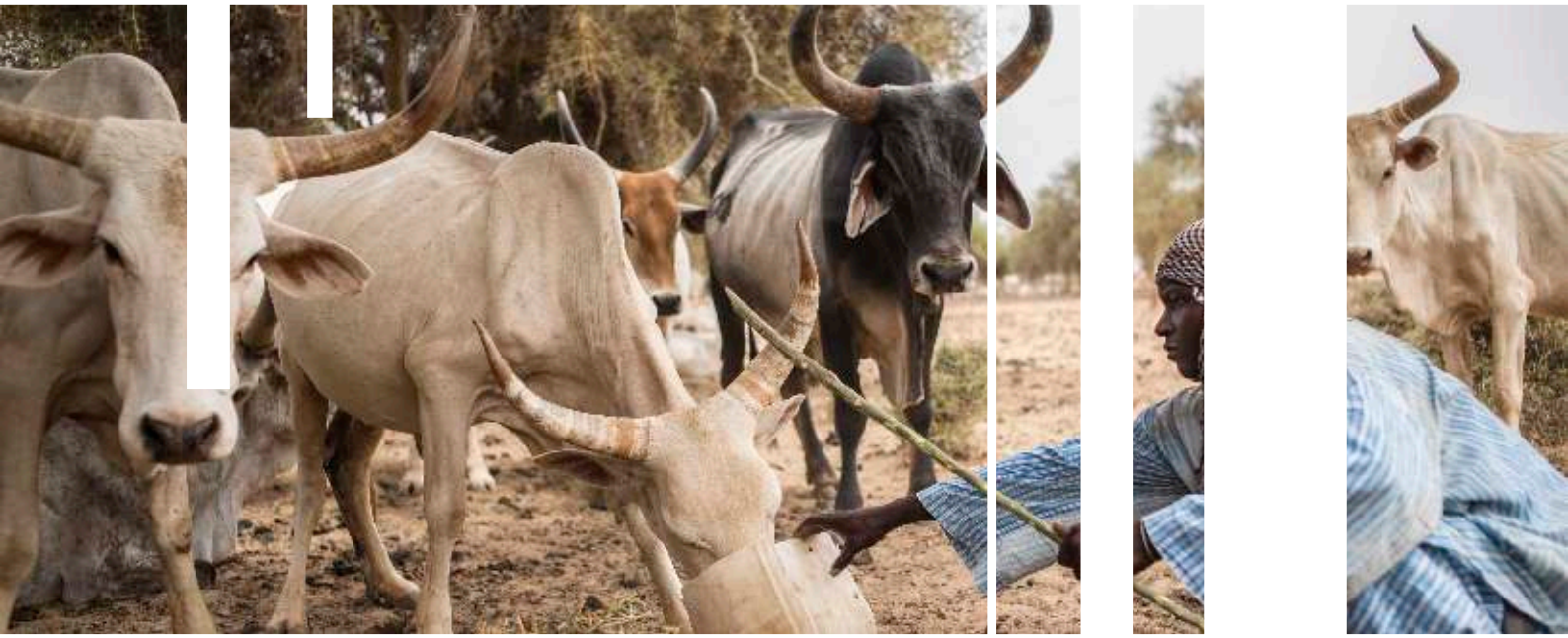
- **Diffuser et communiquer** sur les bonnes pratiques afin de les rendre accessibles au plus grand nombre.

Enfin le CERFAM œuvre pour la facilitation des apprentissages avec la mise en place de visites d'échange entre pays pour explorer la mise en œuvre de bonnes pratiques dans leur(s) contexte(s) et ainsi se rendre compte de leurs enjeux et défis opérationnels.

Le CERFAM propose une documentation d'un large panel de bonnes pratiques qu'elles soient agricoles, en lien avec la crise sanitaire covid-19 ou sur des questions de nutrition et d'alimentation… Par ailleurs, le CERFAM capitalise sur des expériences vécues afin de pouvoir les diffuser et donner l'accès à ces informations pour mener des processus d'amélioration continue.

Afin d'accompagner ses partenaires, le CERFAM propose une assistance technique à travers un panel d'experts qui peuvent être déployés pour appuyer différents besoins, par exemple :

- En République du Congo, le CERFAM a pu mener une assistance technique pour le développement de la chaîne de valeur du manioc.
- En Afrique de l'Ouest dans le renforcement des capacités des parties prenantes dans la filière rizicole.



L'après wébinaire

Plusieurs éléments intéressants sont ressortis de ce wébinaire, notamment:

- Un **renforcement des capacités des acteurs** sur la démarche de capitalisation de bonnes pratiques.
- La **valorisation de connaissances endogènes** pour leur intégration dans des fiches techniques afin d'en améliorer la diffusion.
- Le **développement de stratégies de diffusion** de bonnes pratiques adaptées au public visé afin de renforcer l'impact des actions menées en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Ainsi, dans l'ambition que ce wébinaire ouvre aussi des pistes de réflexions sur ces aspects de diffusion et d'appropriation, plusieurs voies de développement ont été envisagées afin de continuer les débats:

- La mise en place d'un **forum d'échange** avec l'ambition de questionner ces aspects liés à la capitalisation de bonnes pratiques et comment agir en faveur d'une diffusion et d'une appropriation adaptées au public ciblé d'Afrique de l'Ouest et du Sahel.
- La diffusion de **témoignages d'acteurs** sur des exemples d'actions concrètes mises en place à leurs niveaux.

Contact

.....

Bureau des urgences et de la résilience

KORE@fao.org

http://www.fao.org/in-action/kore/en

.....

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Partenaire financier

MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES